



LE MOT DU JEUDI

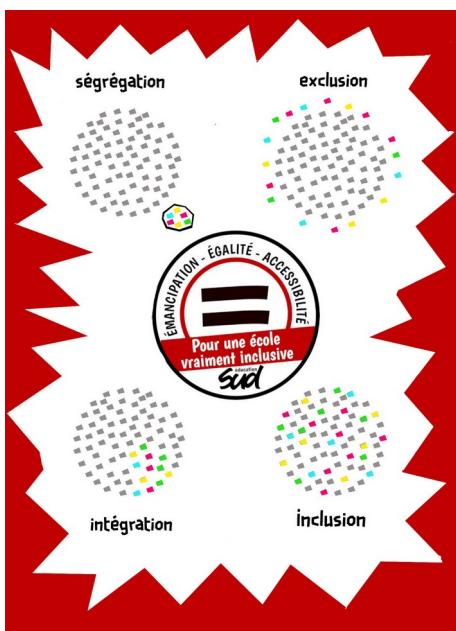
13 MARS 2025

Aujourd'hui dans le mot du Jeudi :
(clique sur le lien pour accéder à l'article)

- [Une RIS inclusion](#)
- [Un mouvement à la fac](#)
- [Une manif antifa](#)

RÉUNION D'INFORMATION SYNDICALE

14 mai 2025 : Inclusion, validisme et émancipation



Réunion d'information syndicale en présence de Thomas LECHERBAUL, enseignant spécialisé en classe ULIS et membre de la commission inclusion de la fédération SUD éducation

Réunion ouverte à tou·tes les collègues syndiqué·es ou non.

Ces réunions sont des droits syndicaux (même pour les stagiaires). Chaque enseignant·e a le droit de participer à 3 demi-journées de réunions syndicales par année scolaire.

Ces réunions peuvent être déduites des 108h (pour le premier degré).

Rendez-vous le 14 mai 2025 à partir de 14h30 à la Bourse du Travail d'Angers

MOUVEMENT SOCIAL

Des moyens pour les facs !



Le projet de loi de finances 2025 a été adopté par le Sénat jeudi 6 février 2025, après le recours au 49.3 à l'Assemblée nationale la veille. Alors qu'il manque aujourd'hui 8 milliards pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche, le budget défendu par le ministre Philippe Baptiste entérine à cette occasion une nouvelle saignée et confirme la gravité de la situation pour les personnels et les étudiant·es de l'ESR. Ce budget d'austérité s'inscrit dans un contexte de précarisation croissante de l'université, de ses étudiant·es, et de ses personnels. Après des années de sous-financement, les conséquences délétères se concrétisent pour l'ensemble

de la communauté de l'ESR et ne feront que s'aggraver : dégradation des conditions de travail et d'études, patrimoine délabré, suppression de filières entières de formation, réduction drastique des capacités d'accueil, annonces de la libéralisation des droits d'inscription, non-remplacement des

départs à la retraite, recours massif aux heures complémentaires pour les titulaires, aux contrats courts dans les services et les laboratoires et à des vacataires, heures de vacation et heures complémentaires sous-payées (sous le SMIC horaire), surcharge de travail pour les personnels administratifs et techniques, concurrence entre organismes de recherche et universités, réduction des frais de missions, disparition de pans entiers de recherche, etc.

A Angers la situation est d'autant plus prégnante que l'Université d'Angers est historiquement une des Universités françaises les moins bien dotées. Les coupes budgétaires vont se décliner au niveau local dans la plus grande opacité et les propositions de mesures budgétaires dans les Universités laisse déjà présager de l'avenir de l'ESR. Les présidences parlent de fermer les locaux pendant une période à définir et mettre tout le monde en télétravail, raboter ou passer à la tronçonneuse (c'est plus moderne) les budgets d'investissement, stopper tous les travaux, attendre deux mois avant de renouveler un poste (suite à un départ), geler l'augmentation des primes des agent·es, geler les recrutements et pourquoi pas augmenter les frais d'inscription.

Mais alors qu'on parle même de fermer ou de geler certaines formations, la vague d'évaluation des formations publiques rendue par le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) associé à ce budget d'austérité, est un signal particulièrement inquiétant. Cet organisme chargé de mener l'évaluation de l'ensemble des structures de l'enseignement supérieur a en effet évalué défavorablement un grand nombre de formations lors de la dernière vague qui concernait les universités de Paris 8, d'Amiens, de Lille, de Paris-Est Créteil, de la Réunion, ou encore de Mayotte. Ces formations évaluées défavorablement ne seront pas fermées demain, nous le savons, mais ce coup de semonce dans le contexte d'austérité est un coup de pression. Il vise à discipliner, à mettre au pas les récalcitrant·es, à imposer l'approche par compétences et les modalités gestionnaires, et à terme, oui, à faire disparaître des formations qui ne seraient pas assez "performantes".

Si ce n'était pas assez, le projet, toujours menaçant, du PDG du CNRS de concentrer les moyens de la recherche sur quelques laboratoires d'« excellence » (key labs) en laissant mourir les autres procède de la même démarche de division pour rendre admissible une réduction des crédits.

Pendant ce temps l'enseignement privé ne s'est jamais aussi bien porté et les écoles supérieures privées poussent comme des champignons sur le Campus de Belle-Beille profitant des financements publics liés à l'alternance et des naufragé·es de Parcoursup.

Enfin, alors que les besoins de la recherche publique face aux défis sociaux, économiques et environnementaux qui se présentent et qu'une formation de qualité pour toutes et tous n'ont jamais été aussi essentiels, ces attaques ici en France mais aussi les menaces qui pèsent sur la science et les scientifiques en Argentine ou aux États-Unis sont terriblement inquiétantes.

PAS DE FACHOS DANS NOS CAMPAGNES Manifestation solidaire à Chalonnes-sur-Loire



Alors que l'extrême-droite angevine de l'Alvarium, par l'intermédiaire d'une de leurs entreprises de boucherie-charcuterie nommée "Les Blancs de l'Ouest", tente de s'implanter depuis plusieurs semaines sur le marché de Chalonnes-sur-Loire, des habitant·es continuent de se mobiliser afin de réaffirmer que leur ville est un territoire solidaire.

PAS DE FACHOS DANS NOS CAMPAGNES!
RENDEZ-VOUS SAMEDI 15 MARS PLACE DE L'HOTEL DE VILLE À 10H30



éducation
SUD 49
Solidaires Unitaires Démocratiques

Equipe de rédaction :
Les Jeudien·nes